

PRÉFECTURE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ du **7 MAI 2020**

mettant en demeure la société EGL Cherbourg de respecter  
des prescriptions relatives à la protection de l'environnement,  
pour son entrepôt situé 12 rue de Cherbourg – 67100 STRASBOURG

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 I et R. 512-55 à 60 ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4510, 4741 ou 4745 ;
- VU la déclaration (modificative) du 5 mai 2017 de la société EGL Cherbourg du dépôt de substances agropharmaceutiques initialement déclaré le 28 avril 1994 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2018 prescrivant à la société GEODIS Road transport BOURGEY MONTREUIL ALSACE une surveillance des eaux souterraines au droit de son installation de stockage de produits agropharmaceutiques au 12 rue de Cherbourg à STRASBOURG ;
- VU le rapport du 12 mars 2020 de la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 3 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT que la visite du 3 mars 2020 a mis en évidence les manquements suivants aux dispositions contrôlées :

- Point 2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 susvisé : des ouvertures ont été observées au niveau des joints de dilatation au niveau de la fosse, faisant rétention, du dépôt de produits phytosanitaires. Aussi, le sol n'est pas étanche.
- Article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2018 : aucune étude réalisée par un organisme compétent en hydrogéologie présentant l'emplacement des piézomètres, les paramètres de contrôle, et les fréquences de contrôle déterminés en fonction des substances dangereuses présentes ou ayant été présentes et de la géologie locale, n'a été réalisée.
- Article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2018 : La carte des courbes isopièzes n'est pas tracée.

CONSIDÉRANT les termes de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui dispose qu' : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société EGL Cherbourg, dont les installations sont situées au 12 rue de Cherbourg à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 et des articles 2.2 et 2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2018, reprises ci-après en gras :

Point 2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 :

« **Le sol des locaux et des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; [...]** ».

Article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2018 :

« **L'emplacement des piézomètres, les paramètres de contrôle, et les fréquences de contrôle sont déterminés en fonction des substances dangereuses présentes ou ayant été présentes et de la géologie locale, par une étude réalisée par un organisme compétent en hydrogéologie.** »

Article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2018 :

« **[...] L'exploitant joint aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.** »

### Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 :

Le Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'Inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EGL CHERBOURG par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au Maire de la Ville de Strasbourg.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

Nadia IDIRI

#### Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.